

• (1610)

Monsieur le Président, je ne saurais dire à quel point je déplore la nouvelle orientation qu'a prise le nouveau gouvernement en confiant la recherche au secteur privé. La Canada compte des sociétés d'État et une fonction publique depuis de nombreuses années. Je ne vois pas pourquoi nous n'aurions pas pu pourvoir dans le secteur public même à ce genre de recherche. Nous pourrions nous fier aux résultats de cette recherche pour deux raisons que voici: tout d'abord, cette recherche serait effectuée en fonction du contexte canadien et, ensuite, elle le serait par des gens dont le gagne-pain n'est pas tributaire d'une subvention des multinationales mêmes dont les produits sont mis à l'essai.

Mais voilà que le gouvernement conservateur s'engage dans la même voie que l'ancien gouvernement libéral s'employait déjà à ouvrir, sans vouloir offenser mes collègues libéraux, à savoir confier une part plus importante de la recherche au secteur privé en la réduisant d'autant dans le secteur public. C'est un jour sombre pour l'environnement au Canada du fait des réductions pratiquées par le ministre des Finances.

M. Nickerson: Monsieur le Président, je voudrais faire quelques observations sur ce que nous venons d'entendre. On vient de nous répéter la vieille rengaine néo-démocrate selon laquelle le rapport du juge Berger sur la vallée du MacKenzie était ce qu'il y avait de mieux depuis l'invention du fil à couper le beurre, que nous devrions éviter d'exploiter le pétrole dans l'Arctique pour le laisser plutôt enfoui et qu'il vaudrait mieux renoncer à la mise en valeur des ressources dans le Nord.

Je tiens à rappeler au député que ce point de vue a été rejeté non seulement dans le sud du pays lors des dernières élections, mais aussi un peu partout dans le Nord. Les trois circonscriptions du Nord, le Yukon, Western Arctic et Nunatsiag, ont toutes choisi des conservateurs pour les représenter à la Chambre des communes. Les gens ont cru plutôt le contraire, c'est-à-dire que nous aurions intérêt à mettre en valeur les ressources dans cette région du pays et éviter de transformer cette dernière en une espèce de réserve, de façon à la laisser ainsi profiter pleinement à la Confédération, bref jouer son rôle pour ainsi dire. Or la meilleure façon d'y réussir consiste à exploiter les ressources qui s'y trouvent. Voilà ce que j'ai à dire à propos des idées démodées qu'a exprimées le député.

M. Blaikie: Monsieur le Président, je voudrais répondre brièvement et préciser au député de Western Arctic que personne, pas plus moi que mes collègues néo-démocrates ou le juge Berger dans son rapport, n'a jamais soutenu qu'il y aurait peut-être lieu de renoncer à la mise en valeur des ressources du Nord. En fait, on a mis l'accent sur le genre de développement propre à relancer l'économie du Canada tout en respectant l'économie traditionnelle des ressources renouvelables du Nord. Le député de Nunatsiag (M. Suluk) en a justement parlé au cours de la période des questions aujourd'hui.

Le député de Western Arctic (M. Nickerson) ne cesse de m'étonner. Bien qu'il vienne du Nord, il ne manque jamais de discréditer le rapport Berger. C'est étonnant de sa part, car il sait—du moins il devrait savoir—que c'est une des commissions royales canadiennes dont le rapport a été lu par le plus grand nombre de gens. Bien des habitants du Nord trouvent que c'est un excellent document. C'est plutôt étrange de l'entendre dire que le rapport Berger n'est que le reflet de vieux principes du NPD. J'ai la conviction que beaucoup de ses

concitoyens du Nord seraient surpris d'entendre les remarques que le député de Western Arctic fait à la Chambre des communes. Je me demande s'il parcourt le Nord en dénigrant le rapport Berger. Je voudrais bien savoir si c'est ce qu'il fait.

M. Taylor: Monsieur le Président, je suis toujours amusé d'entendre les propos du député de Bird's Eye. Ou est-ce Bird's Hill, ou un nom quelconque qui fait penser à un oiseau? Je ne puis cependant pas être d'accord avec lui. J'aimerais revenir un peu en arrière dans l'histoire de notre pays pour démontrer à quel point on a tort de penser qu'il faut tout demander au gouvernement.

Nous n'aurions pas de pétrole ni de gaz naturel de l'Alberta aujourd'hui au Canada si nous avions suivi les recommandations de l'ancien parti CCF, le prédécesseur du NPD. Il ne restait plus que deux députés de ce parti, mais ils préconisaient d'investir des fonds publics au lieu de laisser entrer chez nous des investissements qui serviraient à mettre en valeur nos gisements de pétrole et de gaz naturel. Si nous n'avions pas permis aux investisseurs américains de venir investir chez nous pour mettre en valeur nos ressources, il n'y aurait pas de Fonds du patrimoine en Alberta aujourd'hui. Nous serions plutôt endettés de quelques milliards de dollars de plus. Mais comme nous avons permis aux investisseurs étrangers de venir mettre en valeur nos ressources, de donner des emplois à nos concitoyens et de faire rentrer des impôts dans les coffres de nos gouvernements, nous avons aujourd'hui une industrie pétrolière et gazière dont nous pouvons être fiers.

L'idée de laisser au gouvernement le soin de tout faire ne tient tout simplement pas debout. Voilà pourquoi les rangs de l'opposition se sont dégarnis. Les députés de l'opposition voulaient que le gouvernement s'occupe de tout. Je dis: laissons cela à l'entreprise privée. Donnons-lui une chance. Libérons-la de ses entraves et laissons-lui les mains libres. Les libéraux l'ont menottée avec l'aide du NPD. Résultat: Nous avons un million et demi de chômeurs et une dette de 190 milliards de dollars. Libérons l'entreprise privée de ses entraves comme nous tentons de le faire. Nous verrons alors les choses bouger. Nous verrons des emplois se créer, nos ressources mises en valeur et les impôts affluer dans les coffres de l'État. Voilà le genre de pays que nous sommes en train d'édifier.

M. le vice-président: Je prierais le député d'éviter de faire des observations à propos du nom de la circonscription du député de Winnipeg-Birds Hill. Le député désire-t-il répondre à la question posée par son collègue?

M. Blaikie: Je veux tout d'abord formuler une objection, monsieur le Président. Au nom des habitants de la petite ville de Bird's Hill, au Manitoba, je souhaiterais que le député d'en face cesse de ridiculiser le nom de ma circonscription. Je ne dis pas cela par intérêt personnel, car je suis capable de supporter toutes les insultes que les députés d'en face peuvent me lancer. J'ai un sens de l'humour comme n'importe qui, mais je pense qu'il faut respecter un certain sens des convenances. Je ne passe pas mon temps à déformer le nom des circonscriptions des autres députés. Il est malheureux que le nom de «Bird's Hill» se prête à ce jeu. Je tenais simplement à vous remercier de votre intervention, monsieur le Président, au nom des habitants de Bird's Hill.

Avec votre permission, je vais maintenant commenter ce qu'a dit le député de Bow River (M. Taylor). Ce dernier est bien connu pour la ferveur avec laquelle il défend le système de